



HAL
open science

La société civile parisienne au service des régions dévastées

Anne Sigaud

► **To cite this version:**

Anne Sigaud. La société civile parisienne au service des régions dévastées. A la conquête des ruines, Société historique de Soissons, Nov 2019, Soisson, France. <hal-03762956>

HAL Id: hal-03762956

<https://hal.science/hal-03762956v1>

Submitted on 23 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Anne Sigaud

Chargée de recherche au musée départemental Albert-Kahn
doctorante en histoire contemporaine (Sorbonne Université-SIRICE)

La société civile parisienne au service des régions dévastées

Entre 1912 et 1932, le banquier français Albert Kahn emploie une dizaine d'opérateurs de prises de vue à la constitution d'une collection privée de films et de photographies intitulée *Les Archives de la Planète*¹. Ce vaste ensemble comprend environ trente films et huit mille autochromes représentant la reconstruction de 1919 à 1930. Aujourd'hui matériaux précieux pour les historiens, ces images ont été peu, voire pas du tout vues au moment de leur réalisation. Ce paradoxe inhérent - beaucoup d'images, peu diffusées en leur temps - est connu, la vocation primordiale du projet étant de documenter, d'archiver et non nécessairement de montrer ou diffuser. C'est d'ailleurs toute l'œuvre d'Albert Kahn qui, déclinée en une dizaine d'autres fondations, affiche une vocation *documentaire*².

La collecte ou la production de *documents* procèdent toujours peu ou prou d'intentions orientées. Tâchons donc de comprendre ce que ce corpus iconographique « régions libérées » traduit du point de vue sur la question de son directeur scientifique, le géographe Jean Brunhes. La reconstruction est pour lui un problème, qui présente des enjeux scientifiques, philosophiques, sociaux, politiques... et qui met en jeu l'avenir de la nation toute entière. Sa réflexion de fond est accompagnée d'une volonté d'agir et il mobilise pour cela un vaste réseau, dont la description nous permettra de dépasser son cas particulier. C'est en effet toute une *intelligentsia* parisienne qui se saisit de la question des régions dévastées, et qui s'active à tâcher de la résoudre en convoquant un arsenal d'acteurs, d'idées et de moyens dont nous tâcherons d'apprécier la cohérence et d'évaluer l'efficacité.

1 Le Comité d'initiative pour l'organisation des forces nationales et régionales

Jean Brunhes est un éminent professeur de géographie humaine. En 1912, lorsqu'il le recrute comme directeur scientifique des *Archives de la Planète*, Albert Kahn finance pour lui au Collège de France la création d'une chaire dans cette discipline. Brunhes conçoit la géographie humaine comme une science appliquée, comprenant une dimension politique, sociale et économique. C'est un catholique

1. Perlès (Valérie) dir., *Les Archives de la Planète*, Paris, Liénart, 2019, 479 p.

2. Corneloup (Marie), « Au fil des fondations, les fils rouges de l'œuvre : continuités, ruptures, évolutions... », dans Kutniak (Stephan) dir., *Albert Kahn singulier et pluriel*, Paris, Liénart, 2015, 303 p., pp. 253-271.



Fig. 1 : Tergnier, Aisne, « Ruines de la Maison du peuple, rue Marceau », Georges Chevalier, 15 mai 1919, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 16 197, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

social convaincu et il se situe au carrefour de réseaux multiples. Ces trois composantes structurent son approche de la reconstitution des régions dévastées.

En 1919-1920, il veut contribuer à cette grande priorité nationale qu'est la reprise de la production industrielle. Avec un autre catholique, l'historien Henri Moysset, il rassemble ingénieurs et industriels autour d'un *Comité d'initiative pour l'organisation des forces nationales et régionales* conçu comme un « laboratoire de politique expérimentale ». En combinant les « méthodes intellectuelles d'enquête, de recherche, d'analyse et de classification » et les « méthodes industrielles », le but est de réaliser « la technique de la grande ville », « la technique de la vie » et « la technique de l'État³. »

Par « technique de la grande ville » il faut entendre *urbanisme de plan*, une notion que Brunhes défend depuis l'avant-guerre. Proche des architectes-urbanistes qui gravitent autour du *Musée social*⁴, il est par exemple membre de l'association *La renaissance des cités* et de l'*Institut d'histoire, de géographie*

3. Archives nationales (ensuite AN), fonds privé Brunhes, 615 AP 62 : « Le rôle de l'industrie dans l'organisation régionale, exposé prononcé à la salle de la société des ingénieurs civils le 28 janvier 1919 », tapuscrit.

4. Mons (Dominique), « De l'art urbain à l'urbanisme. Les reconstructions urbaines après la Grande Guerre », dans Bussière (Éric) et alii dir., *La grande reconstruction*, Dainville, archives départementales du Pas-de-Calais, 2002, 477 p., pp. 283-290, p. 283.

et d'économie urbaines de la ville de Paris. L'expression « technique de la vie » renvoie à la question du logement ouvrier, que la reconstruction donne l'occasion de repenser comme un moyen de lutte contre les fléaux sociaux. Sa réflexion sur ce point est ancienne, sa *Géographie Humaine* comprenant au chapitre « géographie sociale » un développement sur les cités minières. Se référant à l'école sociologique de Le Play, il y défend le modèle de la cité-jardin par opposition à « la maison-caserne dans la ville-usine⁵. » Il l'appréhende en termes d'hygiène physique, morale et sociale, souhaite un retour à une forme d'habitat assurant la mixité des classes et adhère aux idées patronales de type paternaliste qui visent à fixer l'ouvrier au sol et à l'usine en lui pourvoyant un foyer matériel et moral. La cité-jardin de Tergnier, photographiée en cours de construction en 1921 aux *Archives de la Planète*, est ainsi couverte d'éloges dans sa *Géographie du travail* de 1926⁶.



Fig. 2 : Tergnier, Aisne, « Quartiers provisoires de Tergnier », Frédéric Gadmer, 6 juin 1921, inv. A 27 570, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 16 197, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

La référence à la « technique de l'État » s'inscrit dans un contexte général de mise en cause du modèle républicain français qui agite la société d'après-guerre. Critiquant l'action de l'État, un « vaste mouvement technocratique »

5. Brunhes (Jean), *La Géographie humaine. Essai de classification positive, principes et exemples*, Paris, F. Alcan, 1910, 843 p., p. 639.

6. Brunhes et Deffontaine (Pierre), « Géographie politique et géographie du travail », dans Hanotaux (Gabriel) dir., *Histoire de la Nation Française*, Paris, Plon-Nourrit, 1926, 652 p., p. 178-179.

réclame la participation de la société civile à la gestion des affaires publiques, notamment par l'association et la représentation des « compétences » professionnelles⁷. Le public d'industriels et d'ingénieurs ciblé par Brunhes et Moysset, leur vocable récurrent de « technique », l'injonction à « commander au gouvernement comme on commande à l'usine⁸ » reflètent bien cet esprit. Leur appel à la réorganisation économique, sociale et politique du pays a également pour moteur, sur fond de crainte de contamination bolchevique dans un climat de grèves, le souci de réguler les rapports entre patrons et ouvriers. Le *Comité* appelle un patronat encore éclaté⁹ à se créer une conscience de classe et à se grouper en syndicats susceptibles de faire contrepoids au syndicalisme ouvrier et surtout de participer à la formation intellectuelle de ce dernier afin de pouvoir collaborer avec lui et non de l'affronter.

En juillet 1919, quarante-huit industriels ou groupements participent¹⁰, sans qu'on note parmi eux de surreprésentation des régions libérées. En revanche les études conduites par le *Comité* valorisent particulièrement l'action sociale et les efforts menés en termes de contrats collectifs par le patronat textile du Nord¹¹.

Brunhes, pour finir, est en phase avec la progression en cours, dans les régions dévastées, de la « doctrine régionaliste¹² ». Il adhère à la fédération nationale en novembre 1920 et approuve le projet de régions économiques mis en place depuis 1917 par le ministre du Commerce Clémentel.

L'ensemble du programme du *Comité d'initiative*, du reste, est proche de l'esprit dans lequel travaille Clémentel, mais les archives n'indiquent pas que Jean Brunhes l'ait personnellement connu. Il est en revanche proche de deux de ses collaborateurs, Daniel Serruys et Paul Mantoux, qui fréquentent par ailleurs les différentes fondations d'Albert Kahn. Est-ce par leur intermédiaire qu'en 1919 le ministre du Commerce recommande à son collègue de l'Instruction Publique l'un des cameramen d'Albert Kahn... aux palmes académiques¹³ ? Mystères des réseaux : le procédé est tortueux, voire consternant – et stérile, car la demande échoue - ... puisque pourtant Brunhes a des relais au ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

7. Rosanvallon (Pierre), *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998, 491 p., p. 344-350.

8. AN, 615 AP 61 : « De la situation présente en Europe et en France et du rôle qui reviendrait à une élite patronale », tapuscrit, avril 1919.

9. Grelon (Alain), « Organiser une nébuleuse de professions catholiques (premier XXe siècle) », dans Chessel (Marie-Emmanuelle) et alii dir., *L'entreprise et l'Évangile. Une histoire des patrons chrétiens*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 336 p., pp. 19-67.

10. AN, 615 AP 7 : « Liste des composants du comité », manuscrit, sd [après juillet 1919].

11. AN, 615 AP 61 : « Réflexions sociales sur la grève des métaux », tapuscrit, juillet 1919.

12. *La grande reconstruction*, op. cit., introduction, p. 19.

13. Cabinet du ministre de l'Instruction publique au ministre du Commerce, 29 août 1919, copie au musée Albert-Kahn, original non localisé.

2 Le French Restoration Fund



Fig. 3 : Vailly, Aisne, « Bâtisses dans les ruines » [on lit : *don du peuple américain*], Frédéric Gadmer, 16 mars 1920, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 20 659, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn collection Archives de la Planète.

Pendant la guerre, Jean Brunhes se voue comme beaucoup d'intellectuels à la propagande dans les pays neutres. Ceci le rapproche du ministère des Affaires étrangères, ainsi que du service des Beaux-Arts, cogestionnaire de la *Section photographique et cinématographique de l'Armée* avec laquelle le laboratoire des *Archives de la Planète* collabore¹⁴. La défense des intérêts nationaux restant d'actualité, Brunhes co-dirige en 1919-1920 une revue de propagande franco-américaine intitulée *La France*. Il en anime le bureau français, le bureau américain étant à la charge de son amie Claude Rivière¹⁵. Autour de la revue s'entrecroisent plusieurs réseaux et notamment des acteurs qui gravitent autour d'un projet américain d'aide au relèvement des régions dévastées.

Ce projet, le *French Restoration Fund*, est porté par Cécile Sartoris, une Française installée aux États-Unis. Initié en avril 1917 en partenariat avec la direction de l'architecture du sous-secrétariat des Beaux-Arts, son but

14. Sigaud (Anne), « Des Archives de la Planète aux archives de la guerre », dans Perlès (Valérie) et Sigaud dir., *Réalités (in)visibles. Autour d'Albert Kahn, les archives de la Grande Guerre*, Paris, Bernard Chauveau, 2019, 286 p., pp. 30-54.

15. AN, 615 AP 115.

est à l'origine la reconstruction des monuments historiques¹⁶, avant de s'élargir à tout moyen de relèvement des régions dévastées¹⁷. Aux États-Unis, ses sections régionales ont en effet des intentions variées, comme des œuvres scolaires, l'adoption de la ville de Reims par Chicago, de Noyon par Washington, ou la reconstruction d'auberges pour favoriser la reprise touristique¹⁸. Le délégué du comité français est Armand Dayot, inspecteur général des monuments historiques. Il anime par ailleurs la structure *La France et les artistes*, qui regroupe les architectes-urbanistes fréquentés par Brunhes et qui engage un partenariat commercial avec la revue *La France* de ce dernier.

Cécile Sartoris rencontre des difficultés. On lui refuse la Légion d'honneur, l'autorisation d'exporter des « reliques » de la cathédrale de Reims pour les mettre aux enchères lors de ventes de charité¹⁹... Elle se heurte, malgré ses invitations à coopérer, à l'hostilité d'Anne Morgan qui voit cette concurrence d'un mauvais œil²⁰. Enfin son action est paralysée par l'inertie du ministère des Régions libérées. Faute de chiffres, celui-ci ne peut par exemple répondre que tardivement et imprécisément à une demande de statistiques formulée par le comité de Baltimore intéressé à la restauration de l'Oise²¹. Surtout, le ministère temporise car il travaille à trouver des solutions pour coordonner l'afflux des propositions d'aide et à mettre en place le cadre juridique *ad hoc*.

Faute de recherches dans les archives locales, il nous est difficile d'évaluer la portée concrète de l'action du *French Restoration Fund*. Des fonds que nous avons consultés ressortent l'exécution, par Cécile Sartoris, de deux tournées de reconnaissance dans l'ensemble des régions dévastées de mai à juillet puis d'octobre à décembre 1917²². En 1918, elle obtient du commissariat des affaires de guerre franco-américaines le concours comme pianiste d'un brigadier français mobilisé aux États-Unis pour une manifestation de charité²³. En février 1920, elle est dans le Pas-de-Calais pour organiser des souscriptions scolaires et témoigner aux États-Unis des progrès de la reconstruction, suite à quoi Jean Brunhes intervient auprès des autorités pour appuyer ses demandes de soutien moral et financier²⁴. En juillet, il est de nouveau question d'une tournée dans

16. Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (ensuite MAP) : 80/3/8, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères au sous-secrétaire aux Beaux-Arts, 28 mai 1917.

17. *Ibid.* : C. Sartoris au ministre de l'Instruction Publique, 7 septembre 1918.

18. *Id.*

19. *Ibid.* : Fr. Rest. Fund au directeur de l'architecture, 19 juin 1919, annotée par les services le 27 juin.

20. Archives diplomatiques, La Courneuve (ensuite ADLC) : 166 PAAP 245, C. Sartoris à A. Morgan, 25 mars 1918 ; A. Morgan à André Tardieu, 26 mars 1918.

21. ADLC, 166 PAAP 69 : commissariat des affaires de guerre franco-américaines au commissariat à New York, 11 mars 1919.

22. MAP, *op. cit.* : divers, 10 juin à 7 décembre 1917.

23. Service historique de la Défense, 13 N 117 : commissariat des affaires de guerre franco-américaines au commissariat à New York, 8 décembre 1918.

24. AN, 615 AP 63 : Brunhes, [au ministère des Régions libérées], sd [après février 1920] ; 615 AP 110 : Brunhes à Jean Giraudoux (Affaires étrangères), 2 mai 1920.

les régions dévastées²⁵. En 1921, elle reçoit une subvention des Affaires étrangères et recherche des films à projeter aux États-Unis²⁶. En 1922, elle se reconvertit dans l'import-export d'objets d'art et une partie de son œuvre, les *American University Units* initialement pilotées par l'université Harvard, est reprise par le CARD d'Anne Morgan²⁷.

Claude Rivière, qui a accompagné la tournée de février 1920, en a fait l'objet d'un article dans *La France*. Depuis 1918 elle-même donne aux États-Unis des conférences de propagande et a plusieurs fois fait appel à l'entregent de Brunhes pour obtenir diverses facilités. Fin 1920, elle lui demande pour une amie une recommandation auprès de Monsieur Petit au ministère des Régions Libérées²⁸, un contact qui fait le lien avec une grande structure de propagande, à laquelle Jean Brunhes n'appartient pas mais où il a des relations qui poursuivent des objectifs similaires aux siens, et où agissent d'autres familiers des fondations d'Albert Kahn.



Fig. 4 : Paris, « Ministère des Régions libérées, rue St Honoré », Auguste Léon, 13 juillet 1919, autochrome 12 x 9 cm de , inv. 18 936, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

25. AN, 615 AP 115 : C. Sartoris à Brunhes, 29 juillet 1920.

26. ADLC, 417 QO 85 : Giraudoux à C. Sartoris, 8 mars et 7 mai 1921.27 - Id.

27. Archives diplomatiques, Nantes : 737 PO 947, Alice D. Dickson à Mme Jusserand, 7 mai 1922.

28. AN, 615 AP 115 : C. Rivière à Brunhes, 19 novembre 1920.

3 L'Union des grandes associations françaises

L'Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie est créée fin 1916 à l'instigation de *L'Effort de la France et de ses Alliés* - une grande association patriotique -, de la *Ligue de l'Enseignement* et de Louis Steeg directeur du service de l'Information à l'Étranger au Quai d'Orsay. Son objet est de coordonner l'action de la myriade de structures privées de propagande de guerre dont les énergies sont jugées dispersées. Groupant initialement une vingtaine de personnes, elle peut se targuer en 1920 de rassembler « plus de trente mille sociétés [et] plus de douze millions d'adhérents²⁹ ». Outre se coordonner entre elles, les associations souhaitent agir en cohérence avec l'État et se trouver en lien avec le président du Conseil. Aussi ce dernier, Paul Painlevé, fait-il savoir à l'*Union*, par l'intermédiaire de son secrétaire général Émile Borel, qu'il délègue comme représentants officieux Messieurs Soulat - un fonctionnaire du Quai -, Bouglé et Lichtenberger³⁰.

Tous, excepté Soulat, appartiennent à la sphère kahnienne. Paul Painlevé et Émile Borel sont des mathématiciens de haute volée, engagés en politique - au parti républicain socialiste pour le premier, au parti radical-socialiste pour le second. Célestin Bouglé, sociologue et également radical-socialiste, et Henri Lichtenberger, germaniste, sont professeurs à la Sorbonne. Tous sont membres de deux fondations d'Albert Kahn, distinctes des *Archives de la Planète*, la *Société Autour du Monde* et le *Comité national d'études sociales et politiques*. En 1920, Kahn crée en outre à l'École Normale Supérieure, où enseignent Borel et Bouglé, un *Centre de documentation sociale* dirigé par ce dernier.

L'*Union* se pense avant tout comme un organe d'éducation civique et morale. Des expressions comme « guider les esprits », « donner des directives », « susciter des mouvements d'opinion », « éclairer le pays » sont récurrentes dans son *Bulletin* de liaison. Depuis ses tous débuts, c'est le rôle de Bouglé et de Lichtenberger que de rassembler - et souvent de rédiger - de la documentation à répandre au sein de la société française par les associations adhérentes. Ce matériel fournit un arsenal argumentatif sur des questions considérées collégialement comme prioritaires.

En 1917-1918, il s'agit de maintenir le moral de la population, de tenir jusqu'à la victoire. Comme chez Jean Brunhes, on trouve à l'*Union* une sensibilité particulière aux questions économiques, Henri Lichtenberger notamment étant mobilisé comme chef de la section des études documentaires et expert attaché au bureau d'études économiques à la présidence du Conseil. Une seconde priorité est donc d'éduquer la population à ces enjeux en l'incitant à se soumettre aux restrictions de consommation courante et à souscrire aux emprunts pour ménager le budget national. En 1919 s'ajoute la nécessité de prévenir la diffusion des idées

29. Union, Bulletin, 27 janvier 1920, p. 17.

30. AN, AJ 30 123 : Émile Borel au délégué général de l'Union, 6 octobre 1917.

bolcheviques. Les années 1920-1921 sont ensuite structurées autour de la lutte contre les fléaux sociaux et autres facteurs de dépopulation, la reconstitution des régions libérées et la défense du traité de Versailles.



Fig. 5 : Paris, « Affiches emprunt Nat[ional] 6% 1920 Banque régionale Noyonnaise », octobre 1920, Frédéric Gadmer, autochrome 12 x 9 cm, inv. A 24 132, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

La question des régions libérées apparaît à l'*Union* le 3 décembre 1918 avec la reproduction dans le *Bulletin* d'un article de journal sur les ruines industrielles du Nord, puis prend corps le 21 janvier 1919 avec une conférence du capitaine Petit : « Ce que j'ai vu dans les Régions libérées³¹ ». Lillois, il rentre de captivité en Allemagne. Il est affecté comme vu plus haut à l'Office départemental de reconstruction du Nord puis, démobilisé, il retourne à ses occupations d'origine dans sa région natale, où il est une grande figure du mouvement mutualiste et coopératif³². Les cadres dirigeants de l'*Union* militant eux-mêmes au sein de ces mouvements, il prend soin de les valoriser comme des traditions locales à relever avec les territoires. Il demande intercession auprès

31. Union, *Procès-verbal* du 21 janvier 1919, p. 170.

32. Ordre de la Légion d'honneur, dossier nominatif 19800035/1214/40183, Georges-Théodore Petit [base LEONORE, consultée en ligne le 22 janvier 2020].

d'une administration centrale accusée de torpeur et en appelle au réconfort moral de populations locales victimes d'un sentiment d'isolement.

Outre sa documentation imprimée et son armée de conférenciers, l'*Union* dispose de deux autres forces de frappe, la propagande par l'image et un savoir-faire certain dans l'organisation de manifestations publiques. Dotée depuis la guerre d'un service photographique et cinématographique soutenu par celui de l'Armée - puis, à partir de 1919 au moins par celui d'Albert Kahn³³ -, elle met à disposition de ses partenaires plans de conférence et jeux de photographies et fait circuler des camionnettes cinématographiques qui projettent gratuitement des films pédagogiques en relation avec ses thématiques de combat. Sur la question du réconfort moral, il est ainsi répondu au capitaine Petit qu'un conférencier cinéma œuvre déjà chaque dimanche à Lille, Roubaix et Tourcoing et qu'il est prévu d'étendre cette action dans le Nord et dans l'Aisne.



Fig. 6 : Aisne, Soissons, « Un cinéma », Frédéric Gadmer, 13 mars 1920, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 20 582, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

Une grande manifestation est ensuite organisée par l'*Union* au palais du Trocadéro à Paris le 8 mars 1919, lors de laquelle est lancée une pétition nationale en faveur de la réparation intégrale des dommages de guerre, une disposition alors en discussion au Parlement et finalement consacrée par la loi le 17 avril ³⁴.

33. Sigaud, *op. cit.*

34. Delvit (Philippe), « Les sociétés coopératives de reconstruction. Une lecture juridique ? », dans *La grande reconstruction*, *op. cit.*, pp. 53-64, p. 53.

4 Éducation et mobilisation civiques

Pour les associations membres de l'*Union*, la réparation intégrale des dommages ne doit pas être un moyen de reconstruction à l'identique mais celui d'une « reconstitution améliorée³⁵ » matérielle – urbanistique, industrielle, agricole - tout autant que morale. Sur ce dernier aspect, les plus grands espoirs sont placés dans la notion de *foyer civique*, née en 1919 et dont le *Bulletin* de l'*Union* assure la promotion.

C'est l'association la *Ligue civique* qui institue en mai 1919 le *Foyer civique*. Alors que les villes dévastées « vont se reformer d'après des plans nouveaux et améliorés », elle propose de créer, dans les régions libérées puis dans chaque ville et village de France, un nouveau « centre de vie sociale » organisé autour d'un dispensaire, d'un lieu éducatif et d'un centre coopératif, le tout formant un « foyer civique », instrument de « croisade d'hygiène sociale » au profit de l'ouvrier³⁶. Léopold Mabillean, vice-président de l'*Union*, directeur du *Musée social* et président de la *fédération nationale de la Mutualité française*, défend dans une communication donnée le 27 janvier 1920 un projet similaire de « maison sociale », lieu d'éducation populaire et siège de tous projets fondés sur le principe de « l'association libre » - coopératives, sociétés de secours mutuel..., animé par une « élite active » capable de conduire une « croisade d'éducation sociale » auprès du « peuple »³⁷.

Rattachée à l'Instruction Publique en mars 1920, l'*Union* se réorganise et constitue des commissions de travail thématiques. Deux d'entre elles affichent comme objectif, dans leur intitulé-même, cette question des foyers : la *Commission de l'Instruction Publique, Beaux-Arts, Éducation nationale, Foyers communaux* - dirigée par Célestin Bouglé - et la *Commission des Régions libérées, Reconstitution, Foyers communaux* - dirigée par Albert Baillet, président de la *fédération des associations départementales de sinistrés*. Lors du congrès de l'*Union* en avril, on recense et évalue les quatre expériences déjà en cours. L'*Union franco-américaine* a installé trente-neuf foyers dans les régions dévastées et l'œuvre du *Foyer de Campagne* en anime un dans l'Oise. Ils sont jugés trop centrés sur l'éducation et les loisirs, au détriment de l'hygiène sociale. Le foyer alsacien-lorrain de Paris et celui que la *Ligue civique* a fait inaugurer par Georges Clemenceau à Villers-Carbonnel dans la Somme, sont en ce sens plus performants³⁸. Albert Baillet souhaite la multiplication de ces foyers car, en contexte de grève, ils peuvent répandre une « propagande de sagesse auprès des ouvriers et évincer les fauteurs d'anarchie³⁹ » - entendre par là les socialistes révolutionnaires inspirés par le bolchevisme.

35. « Le Foyer Civique : Appel aux Français des pays libérés », *Union, Bulletin*, février-mars 1920, p. 118-120.

36. *Id.*

37. *Union, Bulletin*, 27 janvier 1920, pp. 6-8.

38. Ordre de la Légion d'honneur, dossier nominatif 19800035/1214/40183, Georges-Théodore Petit [base LEONORE, consultée en ligne le 22 janvier 2020].

39. Sigaud, *op. cit.*



Fig. 7 : Pas-de-Calais, Lens, « Reconstruction de la maison du Peuple », Frédéric Gadmer, 17 juin 1922, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 32 226, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

La Commission des régions libérées s'inquiète aussi des débats qui agitent la communauté internationale sur le versement des réparations allemandes et demande au gouvernement de ne pas esquiver ses responsabilités quant au financement du relèvement. Comme en écho au cas Sartoris, il est souligné « qu'une grande partie de ces offres [d'aide] n'a pu être réalisée par suite d'un manque complet d'organisation⁴⁰ ». Pour assurer dons et parrainages, on en appelle donc à des actions de sensibilisation dans les régions prospères et à l'envoi d'écoliers sur l'ancien front pour leur faire constater la réalité des faits.

Ces revendications font aussitôt l'objet d'actions concrètes. Deux mois plus tard, l'Union organise à la Sorbonne une manifestation en ce sens⁴¹, avant quoi des conférenciers ont bien circulé avec des films et des photographies représentant les dévastations, puis des voyages d'écoliers ont lieu pendant l'été. Enfin, pour conclure sur la période qui nous occupe, une nouvelle cérémonie de cet ordre a lieu au Trocadéro le 23 décembre 1920⁴², à l'occasion de laquelle est projeté un film des *Archives de la Planète* très spectaculaire et encore célèbre aujourd'hui. Il s'agit de vues de l'ensemble du front occidental prises en 1919

40. *Id.*

41. Voir dans le présent volume la contribution de Guy Marival.

42. *Le Temps*, 24 décembre 1920, p. 6.



Fig. 9 : « En dirigeable sur les champs de bataille », Lucien Le Saint et Camille Sauvageot, août 1919, film positif nitrate, ref. AI 84 490, inv. 120 587, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

5 Conclusion dissymétrique

Cela a déjà été noté, le « champ réformateur » participe au « projet reconstructeur »⁴³, trouvant dans les régions libérées un laboratoire pour la réalisation de ce qu'il théorise et défend depuis les années 1900. Sur ces territoires vierges peuvent être modernisées les structures politico-socio-économiques qui feront du pays « le modèle, le prototype des sociétés modernes, bien construites et fortement organisées⁴⁴ », et permettront de « rouvrir à la France l'avenir que comporte sa destinée⁴⁵. » Éducation populaire, hygiène sociale, coopération des classes, société civile organisée en corps intermédiaires dont la dynamique interne repose sur la solidarité – coopération, mutualité, syndicats... - sont les moyens en lesquels investissent les acteurs évoqués ici.

Animés par des universitaires, au nom de la responsabilité de l'intellectuel et de l'intérêt général ces groupes s'auto-investissent guides de la nation, conseillers et auxiliaires de l'État⁴⁶. Les notabilités locales à mandats d'envergure

43. *La grande reconstruction*, *op. cit.*, introduction, p. 18.

44. Brunhes, 28 janvier 1919, *op. cit.*

45. Mabileau, 27 janvier 1920, *op. cit.*

46. Charle (Christophe), *La République des universitaires : 1870-1940*, Paris, Éd. du Seuil, 1994, 505 p. ; Rosanvallon (Pierre), *Le modèle politique français : la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 2006, 445 p.

ne sont en effet jamais très loin. Des personnalités comme Léon Bourgeois, Paul Doumer, Gabriel Hanotaux, Charles Jonnart, Louis Marin, Raymond Poincaré ou Alexandre Ribot entretiennent de longue date des liens étroits avec ces cercles. Ils les patronnent, voire les initient, et la synchronicité entre certaines opérations des associations et l'actualité administrative et législative autorise à parler de *lobbying*. Sur le terrain en revanche, dans les exemples qui nous ont occupés, ces grands élus ne sont pas des forces motrices. Par leur proximité avec les têtes pensantes du *Comité d'initiative* ou de l'*Union*, ils participent à l'élaboration des doctrines, à la définition des modalités d'action, mais dans une dynamique qui tient plus de la culture politique commune que de la catégorie de l'action, les accomplissements concrets étant à porter au crédit des véritables forces vives des associations adhérentes.

L'évaluation de l'efficacité de ces projets militants est malaisée. La philosophie du *groupement* fondant ces mouvements en dissout la visibilité et complique le rapprochement entre les actions ponctuelles repérables en archives et les programmes collectifs. Juste deux exemples : il a fallu cent ans avant que la toponymie des rues, trace mémorielle tangible des adoptions de villes, soit associée à l'*Union*⁴⁷. De la participation des catholiques américains à la reconstruction des églises du Nord, considérée comme « la plus importante contribution des États-Unis à la reconstruction du département⁴⁸ », il a été oublié que le *French Restoration Fund* en a été un relais.

Dans une injuste dissymétrie que la poursuite des recherches dans les fonds locaux rééquilibrera sans nul doute, échecs et ambiguïtés ressortent ironiquement avec plus d'éclat. On sait que l'opportunité de renouveau urbanistique ouverte par la loi Cornudet de 1919 n'a pas été suivie d'effet partout, tantôt par manque de volonté, tantôt par manque de moyens. L'évolution dans le temps des statistiques électorales montre que l'ardente lutte antibolchevique puis anticommuniste a été plutôt vaine dans les départements du Nord. À Roubaix, le patron Eugène Mathon salué par Jean Brunhes en 1919 pour son progressisme, est désavoué en 1928 par le Vatican lors d'un violent conflit l'opposant aux syndicats ouvriers chrétiens⁴⁹. Les idées sur la « technique de l'État » développées par Henri Moysset au *Comité d'initiative* finiront par trouver une oreille attentive, mais à Vichy⁵⁰. Suspecté de manipulation comptable frauduleuse engageant les souscriptions des colonies au profit de la reconstruction des régions de l'Est afin de masquer le risque de faillite provoqué par le coût des voyages scolaires sur le front, le délégué général de l'*Union* Léon Robelin « est démissionné »

47. Marival, dans le présent volume.

48. Cesari (Laurent), « Les aides étrangères à la reconstruction après la Première Guerre mondiale », dans *La grande reconstruction*, *op. cit.*, pp. 103-111, p. 105.

49. Prévotat (Jacques), « La ligue d'Action Française dans le Nord entre les deux guerres (1919-1939). Approches politiques et religieuses », *Revue du Nord*, 2007/2, p. 423-435.

50. Cointet (Jean-Paul), *Les hommes de Vichy. L'illusion du pouvoir*, Paris, Perrin, 2017, 378 p., pp. 121-128.

en 1923⁵¹. Léopold Mabillean, apôtre de la Mutualité, chantre du progrès social, est condamné en 1922 et 1926 pour détournement de fonds⁵² et entraîne dans sa chute son poulain, l'ex-capitaine Petit⁵³.

Ces itinéraires individuels malheureux ne doivent pas pour autant masquer des réussites collectives payantes à plus long terme. Le mouvement coopératif, largement encouragé par l'*Union*, a joué un rôle essentiel dans la reconstruction. Les régions dévastées enfin ne sont qu'une cause parmi toutes les autres que cette association a défendues, par exemple le pacifisme, la Société des Nations, la coopération internationale ou encore l'égalité des chances⁵⁴.



Fig. 10 : Aisne, Vailly, « « Le nouveau Village », Frédéric Gadmer, 16 mars 1920, autochrome 9 x 12 cm, inv. A 20 653, Département des Hauts-de-Seine, musée départemental Albert-Kahn, collection Archives de la Planète.

51. *Le Populaire*, 12 et 15 avril 1923.

52. Dreyfus (Michel), « Léopold Mabillean et le mouvement mutualiste français et international, de 1895 à 1921 », dans Chambelland (Colette) dir., *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1998, 402 p., p. 117-118.

53. Base LEONORE, op. cit.

54. Bibliothèque nationale de France, 4-R-5715 : *La scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans*, tapuscrit, 25 février 1931.